

Malgré la diminution des stocks alimentaires, la sécurité alimentaire des ménages reste stable

Points saillants :



L'épuisement progressif des stocks alimentaires est rapporté dans les communautés;



Les prix des principales denrées alimentaires demeurent stables avec une légère tendance à la hausse ;



Certaines localités rapportent des maladies affectant les cultures de maïs, de manioc et les bananeraies.

Contexte

Les informations du présent bulletin ont été rassemblées un mois avant la période normale de soudure, et coïncide avec la période de fortes dépenses liées principalement à la rentrée scolaire ainsi qu'au début de la saison 2019 A. Malgré la réduction des stocks alimentaires signalée au niveau communautaire, les prix des denrées alimentaires sur le marché restent encore globalement stables.

La prochaine période de soudure d'octobre à décembre 2018 donne à craindre un épuisement des stocks dans les ménages et une augmentation des prix des denrées alimentaires. Cependant, pour les ménages ayant accès aux parcelles des marais, la période de soudure sera mitigée par les récoltes de la saison 2018 C (*NB: On estime que la saison C des marais contribue à la production annuelle hauteur de +/- 15% selon les différents rapports d'évaluation des récoltes*).

Les communes comptant une forte proportion de retournés (rapatriés, expulsés, etc.) et les ménages affectés par des inondations saisonnières continuent à subir une pression additionnelle sur leurs ressources alimentaires limitées, avec des conséquences sur la sécurité alimentaire. Le retard des pluies déjà enregistré a des répercussions directes sur le début de la saison culturale 2019 A, en particulier dans les zones de dépressions de l'est, fortement sensibles au déficit hydrique.



Source: PAM/septembre 2018



Tendance des prix des principales denrées alimentaires sur le marché

Les prix des denrées alimentaires de base restent globalement stables mais variables selon les denrées. Cependant, selon la perception de 32% des informateurs clés, les prix des denrées alimentaires de base ont sensiblement augmenté au cours du mois de septembre par rapport à août.

Avec l'épuisement progressif du stock de haricots, dont la production lors de la saison 2018 B a par ailleurs baissé de 10 % par rapport à 2017 B, une augmentation des prix de 11 % a été enregistrée par rapport au mois d'août passant de 900 Fbu à 1000 Fbu/kg. Son prix reste cependant inférieur à celui de 2017, année par ailleurs atypique. Ce prix reste légèrement supérieur au prix moyen des trois dernières années, qui est de 944 Fbu/kg (soit + 6 %).

Après l'augmentation du mois d'août dernier, le prix du maïs, principale céréale du pays, se stabilise à 600 Fbu/kg mais largement en-deçà de celui de 2017 (soit - 49 %) et également inférieur à celui de la moyenne des trois dernières années.

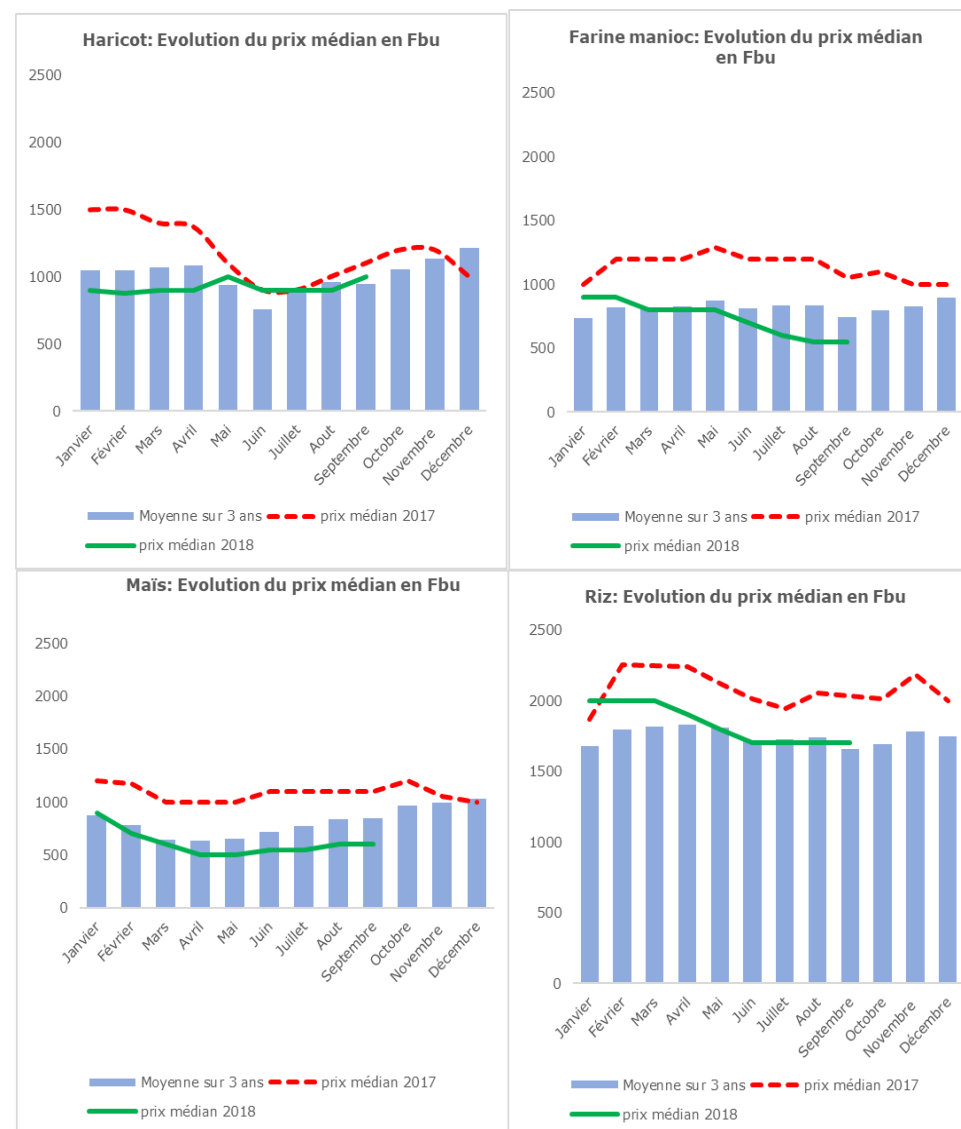
Le prix de la farine de manioc reste stable par rapport au mois d'août dernier mais est en baisse d'un peu plus de 20% par rapport à il y a 3 mois. Son prix accuse une baisse de plus de 50 % comparativement à celui de septembre 2017, et de 1/3 de la moyenne triennale. Cependant, l'année 2017 n'est pas une référence fiable, car l'année agricole avait été mauvaise causant des prix excessivement élevés sur toute l'année.

Depuis le mois de juin dernier, le prix du riz s'est stabilisé à 1700 Fbu/kg, mais avec une baisse de 17 % par rapport à l'année 2017. Toutefois, son prix demeure au-dessous du prix moyen triennal.

Pour une nouvelle fois consécutive, le prix de la patate douce se stabilise à son niveau le plus bas de l'année à 400 Fbu/Kg, soit une baisse de 20 % par rapport à celui de 2017 à la même période.

Les réserves des bonnes récoltes de la saison 2018 B pour les tubercules et certaines céréales expliquent la relative stabilité actuelle des prix. En outre, les premières récoltes de la saison 2018 C pourraient également contribuer à mitiger l'augmentation des prix durant la prochaine saison de soudure.

Fig.2: évolution des prix de quelques denrées alimentaires de base



Source: mVAM/PAM, septembre 2018



Analyse de la variabilité régionale des prix des denrées alimentaires

Province	Riz	Mais	Farine manioc	Patate	Pomme de terre	Haricot	Huile palme
Bubanza	1377	893	473	720	723	1140	2340
Bja Mairie	1936	953	733	694	672	1136	2922
Buja Rural	1583	742	542	633	600	1042	2283
Bururi	1788	800	956	353	571	1012	2547
Cankuzo	1210	800	660	462	583	983	2967
Cibitoke	1663	1003	603	487	780	1060	3520
Gitega	1555	674	461	347	429	950	2458
Karuzi	1600	651	482	300	494	918	2700
Kayanza	1208	690	488	288	419	1104	2700
Kirundo	844	667	467	354	456	899	2589
Makamba	1704	806	574	492	604	998	2260
Muramvya	1711	619	503	250	497	1083	2550
Muyinga	1320	653	445	383	459	879	2971
Mwaro	1587	867	641	400	448	1000	3039
Ngozi	1662	748	433	336	498	1025	2686
Rumonge	1159	995	775	498	618	1157	2223
Rutana	1209	738	528	478	597	941	2894
Ruyigi	1693	591	496	413	513	989	3693

Légende

< moyenne nationale

> Moyenne nationale

Le comportement global des marchés révèle des disparités considérables entre les provinces. L'analyse globale des prix montre que les provinces de la plaine de l'Imbo connaissent des prix relativement élevés que ceux des plateaux centraux du Burundi. En outre, vers le Sud du pays et l'Est, les prix de la plupart des denrées alimentaires se situent au-delà de la moyenne. La région Nord enregistre des prix globalement en-dessous de la moyenne nationale.

Ces écarts de prix pourraient s'expliquer par la spécialisation des productions régionales mais aussi par la pression sur les ressources alimentaires exercée par les retournés dans les principales zones d'accueils (*référence de la factsheet sur le rapatriement de septembre 2017 à septembre 2018 du HCR au Burundi*). Les provinces d'accueil ou situées à proximité des grandes agglomérations urbaines subissent également une augmentation relative des prix des denrées alimentaires, devenues très difficilement accessibles pour les ménages vulnérables vivant dans ces localités.

La zone principalement concernée par une forte proportion de retournés est celle du Nord-Est (les provinces de Muyinga, Ruyigi, Rutana, Makamba, Rumonge et Cankuzo) tandis que dans la zone Ouest, les prix sont particulièrement influencés par la forte demande des agglomérations urbaines.

En revanche, les prix sont relativement accessibles dans la zone Centre-Nord du pays (les provinces de Gitega, Kirundo, Muyinga et Karuzi).

A titre illustratif, le haricot, qui se négocie à 899 Fbu/kg dans la province de Kirundo, est vendu à plus de 1000 Fbu/kg sur toute la crête Congo-Nil. Le maïs vendu à moins de 600 Fbu/kg dans la province de Ruyigi, est vendu à plus de 1000 Fbu/kg à Cibitoke.

Globalement, les prix des denrées alimentaires de base sont légèrement en hausse sur l'ensemble du pays. Cependant, les pics des prix sont particulièrement observables dans les marchés des agglomérations à vocation urbaine. Cela se remarque dans les marchés de la Mairie de Bujumbura, le marché de Rumonge ainsi que l'ensemble des marchés des centres provinciaux.

Le niveau élevé des prix des denrées alimentaires dans les zones urbaines, couplé à la rareté des opportunités de travail, rend l'accessibilité alimentaire de plus en plus difficile dans ces localités.

Si dans l'ensemble, la baisse des prix de certaines denrées comme le maïs et le manioc est profitable aux consommateurs, elle peut aussi être à l'origine de la fragilité des producteurs comptant sur ces denrées pour les revenus, en cette période de début de la saison 2019 A et de la rentrée scolaire.

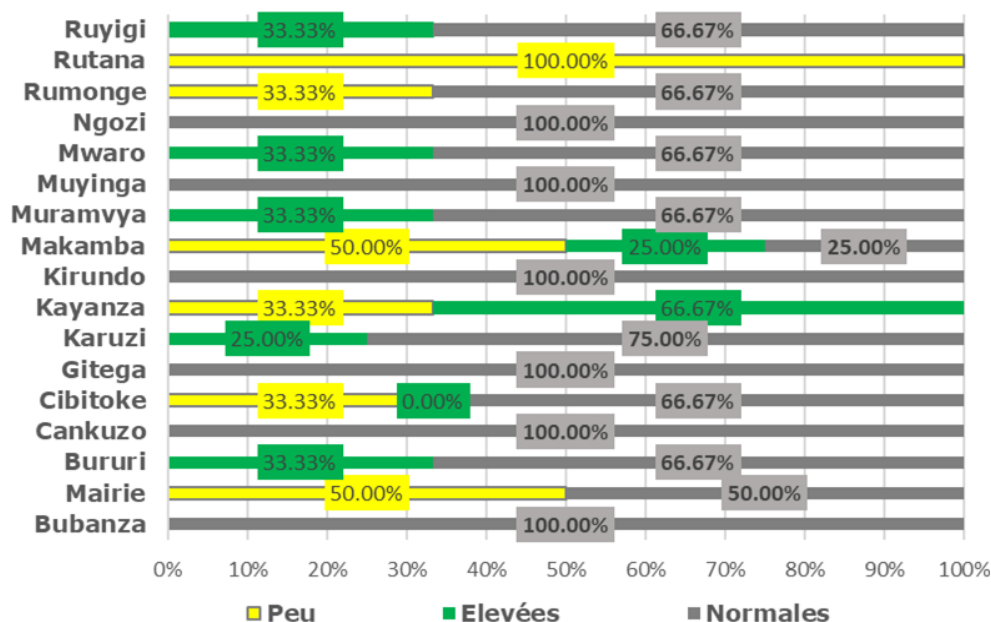


Accès des ménages aux principales sources de revenu

Avec une moyenne de 2450 Fbu par personne et par jour, la rémunération de la main-d'œuvre agricole n'a presque pas changé au cours des 3 dernières années. Cependant, 67 % des informateurs clés estiment que les possibilités d'emploi sont normales en cette période de début de la saison 2019 A.

La rémunération de la main-d'œuvre agricole, principale source de revenus pour les ménages pauvres, est très loin de couvrir les besoins alimentaires minimaux des ménages qui en dépendent presque exclusivement. Sur la base du panier alimentaire partiel du PAM (soit 360 g de céréales, 120 g de légumineuse, 25 g d'huile et 5 g de sel pour couvrir uniquement 1800Kcal/p/j), un ménage de 6 personnes devrait disposer d'au moins 2660 Fbu pour accéder à ce seuil à partir des calories les moins chères.

Fig.3: Les perceptions informateurs clés sur la disponibilité des opportunités de main d'œuvre



La main-d'œuvre étant la principale source de revenus des ménages vulnérables, selon le FSMS de juillet 2017, un ménage dépendant des revenus d'une seule personne ne pourrait pas répondre aux besoins minimum de tous ses membres. En outre, considérant le panier alimentaire du ménage estimé à 5843 Fbu par la [FAO](#), un ménage vivant de la vente de la main-d'œuvre ne peut pas avoir accès à une alimentation adéquate.



Situation alimentaire des ménages

Les ménages font actuellement face aux intenses activités de préparation de la saison 2019 A, ce qui entraîne un épuisement considérable des stocks.

Entre-temps, dans la grande majorité des provinces, l'approvisionnement des marchés est assuré, pour la plupart, par les stocks des commerçants constitués lors de la collecte de la production des ménages durant la récolte de la saison 2018 B. L'approvisionnement des marchés par les producteurs agricoles en cette période, se limite aux tubercules, à la banane et aux cultures maraîchères.

Selon 40 % des informateurs clés du pays, les stocks alimentaires dans les communautés ont fortement baissé ou sont en cours d'épuisement. Les zones les plus affectées sont la partie Sud et Sud-Est du pays, ainsi que les provinces de Bubanza, Cankuzo, Kayanza et Muyinga.

Par contre, certaines localités des provinces de Cibitoke et de Muramvya ont bénéficié de nouveaux stocks en août et septembre. Il s'agit notamment des récoltes du blé cultivé sur la crête Congo-Nil et dans les hauts plateaux, de la pomme de terre des fonds de vallées, de la banane, des légumes ainsi que d'autres produits maraîchers.

D'après les informateurs clés, dans les provinces de Muyinga, Rutana, Cankuzo, Mairie et Makamba, les prix affichent une tendance à la hausse, ce qui risque de limiter l'accès alimentaire des ménages vulnérables. Cela aura d'autant de plus d'impact que les opportunités d'emplois de main-d'œuvre sont fortement réduites dans ces provinces situées dans les zones de moyens d'existence en phase de crise alimentaire selon les derniers résultats de l'analyse [IPC aigue](#).

Les informateurs clés ont fait état de perspectives positives pour la prochaine saison culturale en se basant sur les prévisions pluviométriques favorables de [l'IGEBU](#).



Suivi de la saison agricole

Selon [l'IGEBU](#), les prévisions de la saison culturale 2019 A indiquent que la pluviométrie sera au-dessus de la normale climatologique sur la grande partie du pays et surtout à l'Ouest, au Nord-Ouest et au Centre. Toutefois, la partie Nord-Est du pays connaîtra des précipitations normales à tendance excédentaire. Le reste du pays, c'est-à-dire la partie Sud et Sud-Est connaîtra des précipitations normales à tendance déficitaire.

Alors que l'on s'attendait à l'arrivée des précipitations au mois de septembre 2018, leur retard, confirmé par 76 % des informateurs clés, a repoussé la saison.

Concernant l'aspect végétatif des cultures dans les champs, 78 % des informateurs clés l'ont estimé comme bon. Cela est dû au fait que la plupart des cultures de la saison 2018 C se pratiquent dans les marais bien arrosés même en période sèche et au mieux aménagés.

Les informateurs clés s'accordent sur l'espoir d'une probable amélioration de la disponibilité alimentaire dans les trois mois à venir. Cependant, selon [l'IGEBU](#), le phénomène EL Nino est en pleine évolution à une probabilité de se matérialiser de 65% et risque de s'accompagner des précipitations excessives, voire des inondations. Un phénomène qui pourrait contrebalancer les bonnes perspectives des récoltes des saisons culturales 2018 C et 2019 A.

En revanche, les pluies abondantes pourraient favoriser les cultures de céréales (riz essentiellement), tubercules, banane et cultures pérennes (café, thé, palmier à huile).



Les chocs et aléas naturels

Encore une fois, au mois de septembre, les séquelles des aléas survenus aux mois d'avril et de mai restent persistantes dans certaines localités de l'Ouest du pays. Les ménages qui ont subi des chocs au cours des 6 derniers mois présentent un niveau de risque d'insécurité alimentaire significativement élevé.

Plus encore, selon les informateurs clés, différentes localités ont également fait face à des aléas naturels tels que la mosaïque du manioc (dans les communes de Bugenyuzi et de Ryansoro), le *Banana xanthomonas wilt (BXW)* (dans les communes de Ryansoro et de Nyanza-lac) et la chenille légionnaire d'automne qui attaque principalement le maïs et qui a déjà été identifiée à Gatara, Giteranti et Mabayi.

Dans d'autres communes, les informateurs clés au niveau communautaire ont signalé une maladie non encore identifiée menaçant l'élevage des porcs dans les communes de Gisuru, Giharo, Cendajuru et ndava.



La situation sécuritaire et autres conflits

L'accès à la terre étant fortement déterminant pour la sécurité alimentaire des ménages ruraux, le mouvement des retournés (rapatriés, expulsés..) a et continue à amplifier les conflits fonciers dans les zones de retour, toujours selon les mêmes informateurs clés.

Les retournés sont particulièrement localisés dans les provinces du Nord-Est du pays et proviennent principalement de la Tanzanie et du Rwanda.

Cette population fait face à des problèmes d'accès à la terre, ce qui entraîne des conflits qui, dans le pire des cas sont à la base de la criminalité, sinon au gel de l'exploitation agricole qui s'accompagne de manques à gagner sur la production agricole.



Méthodologie

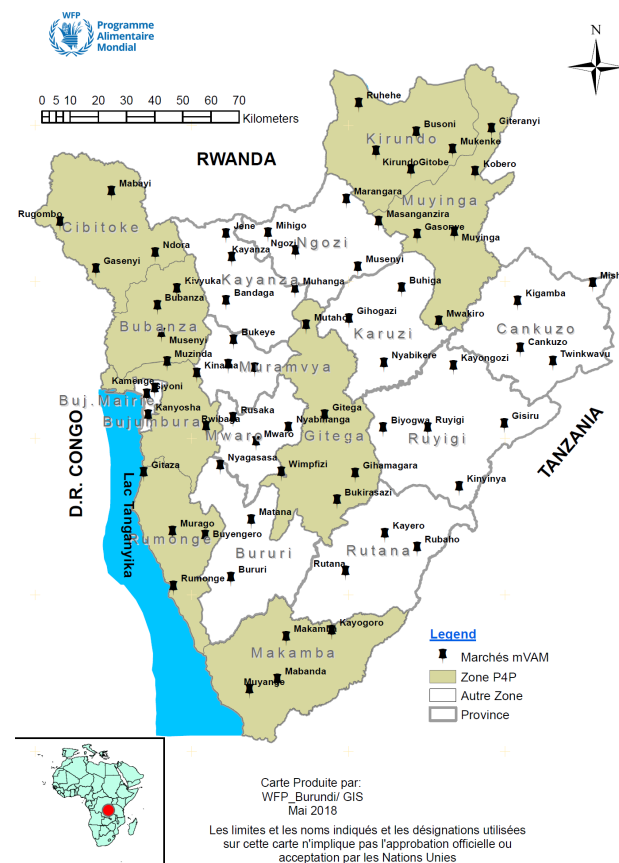
Le mVAM recueille des données sur quelques indicateurs clés du Système d’Alerte Précoce (SAP) portant sur l’appréciation qualitative des indicateurs d’accès des ménages aux principales sources de revenus et d’alimentation, les prix, l’évolution de la saison agricole ainsi que les fléaux pouvant perturber la sécurité alimentaire des ménages tels que les aléas climatiques, les maladies et les différents types de conflits.

Les informateurs clés pour le SAP sont pour la plupart des bénévoles de la Croix Rouge établis au niveau des communautés dans les 55 communes cibles dans tout le pays et qui jouent le rôle d’informateurs communautaires.

Le mVAM assure également le suivi des prix sur 65 marchés répartis sur 71 communes du Burundi et par le truchement de trois commerçants informateurs clés par marché, contactés chaque semaine pour fournir les prix d’une vingtaine de denrées de base. Initialement, les marchés concernés par le mVAM complétaient ceux couverts par le système d’information sur les prix (SIP) du Ministère de l’Environnement, l’Agriculture et l’Élevage. Ayant constaté que le SIP ne consultait plus régulièrement ces marchés pourtant des références nationales, le mVAM du PAM au Burundi a pris l’initiative de consulter ces mêmes marchés pour la représentativité des données.

Pour le présent bulletin, les données ont été rassemblées sur tout le territoire national du 1^{er} au 30 septembre 2018. Le prix médian a été calculé sur la base des prix collectés sur les différents marchés au niveau des différentes provinces et régions.

Fig. 5 : cartographie des marchés couverts par la collecte de prix



Pour plus d’informations :

Kennedy NANGA kennedy.nanga@wfp.org
Jean MAHWANE jean.mahwane@wfp.org
J. Baptiste NIYONGABO jeanbaptiste.niyongabo@wfp.org

Ressources

Site Internet: vam.wfp.org/sites/mvam_monitoring/
Blog : mvam.org
Toolkit : resources.vam.wfp.org/mVAM

